# Les assemblées citoyennes sur le climat

**Partage international n° 434 – Octobre 2024**

par Emilio Godoy

Danilo Barbosa n'avait jamais participé à des processus politiques jusqu'à ce que son nom soit tiré au sort pour rejoindre l'assemblée sur le climat de la municipalité de Bujaru, dans la région amazonienne du Brésil.

*« C'était une bonne expérience, un canal de dialogue très important. Les gens ont participé, ils voulaient aborder les questions principales et faire part de leurs préoccupations. Les gens vivent de l'agriculture et c'est pourquoi je voulais soulever cette question »*, a déclaré D. Barbosa à IPS depuis la municipalité de Blumenau, dans l'Etat méridional de Santa Catarina, où il réside temporairement.

D. Barbosa, 29 ans, faisait partie d'un groupe de 50 personnes, choisies au hasard, pour participer à l'assemblée climatique de Bujaru, afin de discuter des opportunités et des défis de la crise climatique dans la région, et de la manière d'influencer le processus de conception et de mise en œuvre des politiques publiques qui s'y rapportent. La culture du riz, des haricots, du maïs et du manioc, ainsi que l'élevage dans des zones déboisées, sont les principales activités économiques de la région, située dans le nord de l'Etat de Pará.

*« Nous voulons une agriculture qui n'affecte pas l'environnement et qui prenne soin de la jungle. Nous devons protéger la biodiversité. C'est pourquoi il est important qu'ils prennent en compte notre vision pour la commune. Nous voulons l'aider à se développer »*, a déclaré Mme Barbosa, assistante administrative et comptable dans le secteur de l'immobilier.

L'assemblée sur le climat, dont le thème est « Bioéconomie durable : voies et options pour générer des emplois, des revenus et une qualité de vie à Bujaru », est le résultat d'un processus qui s'est déroulé entre août et octobre 2023 et auquel les villes amazoniennes ont été invitées à participer. Seize municipalités issues de six des neuf Etats de l'Amazonie brésilienne ont répondu à l'appel.

Au cours de cinq sessions entre avril et mai 2024, l'assemblée a délibéré sur la manière de se positionner stratégiquement et d'accéder aux opportunités en faveur de la performance durable et de la bioéconomie, sur des questions telles que la gestion forestière, les monocultures, la déforestation et la synergie entre l'innovation technologique et les connaissances ancestrales. Fin août 2024, le groupe devrait soumettre ses recommandations à la municipalité de 24 300 habitants ; elles comprennent la conception d'un plan agricole municipal, la promotion des coopératives, de l'écotourisme et du tourisme rural. Les assemblées climatiques sont un outil de démocratie participative délibérative, de discussion et de réflexion, conçu pour que les citoyens d'une localité assument un rôle central dans la prise de décision sur les impacts du changement climatique et les mesures spécifiques pour y faire face.

En promouvant l'action locale, ils abordent des questions spécifiques à la communauté parce qu'ils connaissent bien les problèmes locaux, et ils incitent les gouvernements à tenir compte de leurs préoccupations. C'est ainsi que des assemblées de ce genre ont vu le jour en 2019 en Grande-Bretagne, en France et en Espagne, et qu'elles se sont répandues dans toute l'Europe avec des résultats variés. En Amérique latine, elles sont encore récentes, bien que la région ait une tradition participative, comme les conseils communautaires qui décident des questions locales, et les réunions de quartier pour concevoir des budgets participatifs. La Bolivie et le Honduras disposent de cadres juridiques pour la participation publique, tandis que des canaux institutionnels existent en Colombie et en Bolivie pour la participation populaire, selon l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, qui promeut les initiatives de participation citoyenne. En 2016, l'Uruguay a fait figure de pionnier avec l'initiative *Decí Agua*, une délibération citoyenne visant à contribuer à l'élaboration du plan national de l'eau, instauré deux ans plus tard. Au Chili, l'assemblée citoyenne pour le climat de la région méridionale de Los Lagos s'est réunie entre mai et août 2023 pour formuler des recommandations au gouvernement régional sur l'éducation environnementale, l'efficacité énergétique et la gestion de l'eau, qui ont été remises au mois de novembre suivant. Des processus similaires au Brésil et en Colombie ont montré l'importance de la participation des citoyens au débat politique, mais

n'ont pas eu d'impact direct sur la conception des politiques publiques pour faire face à la crise climatique.

**Expériences**

Outre Bujaru, d'autres villes d'Amérique latine organisent leurs propres procédures avec le même objectif, dans le cadre d'un projet régional que le Réseau international d'assemblées émergentes promeut dans quatre villes d'Amérique latine.

Dans l'Etat du Nuevo León, au nord du Mexique, une assemblée du climat a été élue le 22 août 2024 pour délibérer et émettre des recommandations lors de quatre réunions, dans le but d'améliorer les politiques environnementales du territoire et de donner la priorité aux actions d'adaptation à la crise climatique dans la zone métropolitaine de Monterrey, la capitale. Bosque Iglesias, consultant en plaidoyer climatique auprès de l'Institut du Sud, a déclaré à IPS qu'un groupe de personnes avait été invité et qu'un formulaire de candidature ouvert avait été mis en place.

*« Nous voulions que les gens se sentent appelés à participer. Nous avons donné la priorité à des zones d'habitation souffrant d'îlots de chaleur, où les gens souffrent le plus de la crise mais ont tendance à être relégués du débat public. L'appel a représenté un défi, car la première semaine, peu de gens sont venus »*, a-t-il déclaré depuis Monterrey.

Lors du tirage au sort du 22 août, les 50 membres de l'assemblée ont été choisis parmi 542 candidats issus de 11 municipalités de la région métropolitaine. A partir du 7 septembre, ils plancheront sur 11 des 140 lignes d'action du programme de lutte contre le changement climatique de l'Etat, soutenu par le ministère de l'environnement du Nuevo León. Les actions concernent le traitement de l'eau, la surveillance des espaces verts urbains, la mobilité et la construction d'une infrastructure verte.

En 2022, le Nuevo León, et plus particulièrement Monterrey (1,14 million d'habitants, et plus de cinq millions en comptant l'agglomération) a été confronté à une grave crise de l'eau. L'administration municipale a déclaré une urgence climatique en 2021, première ville mexicaine à le faire. En 2024, des vagues de chaleur ont frappé la métropole.

Du 13 au 22 août, une assemblée sur le climat s'est tenue à Mar del Plata, dans le sud-est de l'Argentine, afin de discuter de recommandations pour un nouveau plan d'action climatique pour le district de General Pueyrredón, dont elle est le chef-lieu.

Le groupe s'est penché sur la formation, la sensibilisation et l'élaboration de politiques communautaires, la gestion des déchets solides et liquides, la réutilisation des matériaux et le recyclage, ainsi que la prévention et la préparation aux catastrophes. Ignacio Gertie, chef de projet à l'ONG Démocratie en réseau, a déclaré à IPS qu'il existe une demande de participation citoyenne et un besoin croissant d'ouverture institutionnelle à celle-ci, ce qui se reflète dans des expériences comme celle de la ville touristique de Mar del Plata. *« Il a été décidé de se concentrer sur la question du climat. On doit donc penser à des solutions multidimensionnelles, multidisciplinaires et participatives, avec les défis auxquels nos gouvernements sont confrontés. Contrairement à l'Europe, nous sommes moins résilients, avec des budgets plus modestes et d'autres priorités plus urgentes »*, a-t-il déclaré.

La ville, qui comptait plus de 682 000 habitants en 2022 et qui fait partie du réseau argentin des municipalités confrontées au changement climatique, élabore actuellement son plan d'action local pour faire face à des défis tels que la situation de l'eau et les vagues de chaleur.

Une autre expérience régionale est l'assemblée climatique de la ville colombienne de Buenaventura, dans le département de Valle del Cauca au sud-ouest du pays, qui est confrontée à des défis climatiques croissants. Les habitants ont commencé à se réunir pour délibérer et émettre des suggestions sur la collecte et la transformation des déchets solides dans la région.

Son port sur l'océan Pacifique, le plus grand de Colombie et l'un des dix premiers d'Amérique latine, est confronté à des risques liés à l'eau, à la perte de biodiversité, à l'augmentation de la température et à l'acidification des océans, ainsi qu'à l'érosion côtière, pour lesquels la ville dispose depuis 2016 d'un plan territorial de gestion du changement climatique, actuellement en cours de mise à jour.

**Pionniers**

La première vague d'assemblées européennes sur le climat prouve que les citoyens sont désireux et capables de formuler des recommandations à même de changer la donne.

En France, les autorités ont mis en œuvre environ 50 % des recommandations ou des mesures

alternatives qui mettent partiellement en œuvre les propositions, selon l'étude *Démocratie délibérative et changement climatique*, publiée en juin par l'Agence française de développement.

A Bujaru, Danilo Barbosa, qui retournera dans sa municipalité en septembre, est prêt à surveiller la mise en œuvre. *« Nous vérifierons s'ils prennent en compte les recommandations des plans. Ce ne sera pas immédiat. Nous avons parlé de l'importance de mettre en œuvre des mesures dans la région »* pour le bien de la population, a-t-il déclaré.

Tant B. Iglesias que I. Gertie sont convaincus que ces mécanismes citoyens ont contribué à l'action climatique. *« Le défi tient à ce que les institutions appliquent les recommandations. C'est une tâche majeure de l'assemblée de rester coordonnée afin de l'exiger. Il est essentiel d'avoir un groupe d'acteurs pour assurer le suivi. Nous espérons tisser un programme de plaidoyer commun et devenir forts dans le collectif, et être pertinents face à la crise »*, a jugé Bosque Iglesias.

Pour Ignacio Gertie, la voie à suivre consiste à parvenir à une plus grande participation : *« On parle en ce moment de désaffection politique dans un monde hyper-individualisé, mais on ouvre les portes pour que les gens puissent participer, donner des idées. Il y a un grand désir d'être présent. Les résultats se verront plus tard »*, a-t-il souligné.

**Lieu** : Bujaru, Brésil **Auteur** : Emilio Godoy, journaliste basé au Mexique qui couvre l'environnement, les droits de l'homme et le développement durable. Il est journaliste depuis 1996 et a écrit pour divers médias au Mexique, en Amérique centrale et en Espagne.
**Sources** : Inter Press Service
**Thématiques** : environnement
**Rubrique** : Divers